



CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-008 DU 2 AVRIL 2020 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ACCÈS AU RÉSEAU POUR LES NOUVELLES DESSERTES AUTOUR DES CANALISATIONS DE RACCORDEMENT D'INSTALLATIONS DE BIOMÉTHANE

Préambule FNME CGT

Face à la crise sanitaire actuelle, la nécessité de services publics pour répondre aux besoins de la Nation est une évidence.

Dans cette période particulière, les agents de tous les secteurs de l'énergie sont mobilisés pour assurer les plans de continuité d'activités malgré la dégradation de leurs conditions de travail organisées depuis des années par les employeurs et les gouvernements successifs. Ce gouvernement qui, lui-même, souligne aujourd'hui la nécessité et le rôle des services publics pour répondre aux besoins vitaux du pays.

C'est particulièrement dans ces périodes de crises qu'elles soient aujourd'hui d'ordre sanitaire mais demain peut-être d'origine climatique qu'on voit l'utilité d'entreprises intégrées et nationalisées.

Cette situation exceptionnelle renforce le service public de l'électricité et du gaz que porte la FNME CGT depuis des années car ces énergies sont vitales pour le fonctionnement des services essentiels à la vie du pays tels que les services de santé et de première nécessité pour les usagers.

Nous vivons un épisode spécial de nos existences, une crise sanitaire mondiale, une "guerre" selon le Président de la République, qui remet en cause toutes les certitudes et politiques libérales, la globalisation et qui met en exergue toutes les incohérences, les risques, la violence du libéralisme.

Même si la terminologie guerrière n'est pas adaptée, nous reprenons l'allégorie, car nous pouvons en tirer un motif d'espoirs et de jours heureux.

Notre objectif est l'évidence des Services Publics dans le domaine de l'énergie, dans tous ses aspects. Cela nécessite une vision multi-énergies, une amélioration des Services Publics afférents, leurs extensions, une vision intégrée renouvelée ?

Les trois grands principes auxquels sont soumises les missions de services publics sont :

1. l'égalité (dans l'accès au service et dans les tarifs),
2. la continuité,
3. la mutabilité (capacité d'adaptation aux conditions et aux besoins).

La FNME CGT est attaché à un système péréqué qui permet l'optimisation des infrastructures permettant de répondre aux besoins des usagers et nous pouvons que regretter que celui-ci ne s'applique pas sur les nouvelles DSP des réseaux gaz.

Le développement des nouvelles installations biométhane doit être sous la maîtrise des collectivités pour éviter les effets d'aubaines qui sont subventionnés par des aides d'État et de régions.

A travers la consultation publique N°2020-008, nous voyons les risques de la décentralisation et de la multiplication de gestionnaires de réseau gaz, la FNME CGT réaffirme l'intérêt d'avoir un seul opérateur public et un système péréqué pour garantir une meilleure maîtrise publique et une efficacité du système gazier.

Q1 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation "biométhane hors zone de desserte" ?

Oui, nous sommes favorables au maintien des dispositions actuelles.

Etant donné que la loi permet au GRD amont d'exploiter la canalisation de biométhane hors zone de desserte, nous considérons, comme la CRE, qu'il serait pertinent que cette canalisation soit traitée de la même manière que l'ensemble des autres actifs exploités par ce GRD.

Au-delà des considérations liées à la complexité engendrée par l'introduction d'un nouveau terme tarifaire que nous mesurons, le maintien des dispositions actuelles va dans le sens d'une plus grande mutualisation des canalisations de biométhane et de l'intégrité du réseau gaz puisqu'elle n'incite pas les nouvelles zones desservies à demander le transfert des portions de canalisation passant sur leur territoire.

Nous sommes conscients du risque de subvention croisée entre les zones péréquées et les nouvelles zones desservies au profit de ces dernières, mais nous jugeons ce risque acceptable si l'on se place dans la perspective d'un développement ambitieux du gaz renouvelable.

Q2 : Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD "de rang n+1" ?

Oui, nous estimons pertinent de privilégier une solution unique consistant à facturer au GRD aval 50 % du tarif d'acheminement du GRD amont sur la base de la somme des consommations de son territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement :

- Dans le cas d'une DSP existante, prendre les volumes acheminés "nettés" de la production comme base de facturation constituerait un effet d'aubaine pour le GRD aval dont le tarif couvre une facturation calculée sur la base de volumes de consommation bruts.
- Dans le cas, d'une nouvelle DSP, une évolution de l'assiette d'application du tarif du GRD amont conduirait à une baisse de sa rémunération en raison de l'existence d'une production locale alors même qu'il doit supporter les investissements de renforcement nécessaires à l'injection ou à l'absorption de cette nouvelle production.

Q3 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soient considéré du même rang "n+1" par rapport au GRD de rang "n" auquel la canalisation de biométhane est raccordée ?

Oui, nous sommes favorables aux dispositions proposées par la CRE. Définir le rang d'un GRD en fonction du rang du GRD auquel la canalisation "biométhane hors zone de desserte" est raccordée permet de stabiliser le cadre contractuel et tarifaire et apporte de la visibilité aux opérateurs d'infrastructures comme aux usagers des réseaux gaz.

Q4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ?

Oui, nous sommes favorables à la proposition de la CRE consistant à appliquer le même tarif d'injection quel que soit le réseau. En effet, si ce terme tarifaire reflète le coût engendré par le choix de localisation du site de production, il ne doit pas dépendre du GRD auquel il est raccordé.